

Sommaire

Actualités du MMAISP

Les activités reprennent la semaine prochaine

Fraternité Matin - samedi 21 décembre 2019

Société

18,1 milliards de FCfa pour simplifier les procédures

Fraternité Matin - samedi 21 décembre 2019

Politique

Quattara et Macron donne un nouveau départ à l'amitié entre les deux Etats

Le Matin - samedi 21 décembre 2019

Guikahué et Assoa Adou n'ont pas répondu à la convocation du ministre Sidiki Diakité, hier

Soir Info - samedi 21 décembre 2019

Une nouvelle audience pour Gbagbo annoncée

Soir Info - samedi 21 décembre 2019

Conjoncture économique et sociale

La Bad octroie plus de 73 milliards fcfa à la Côte d'Ivoire

L'Inter - samedi 21 décembre 2019

Des responsables de cellules mis à niveau

Soir Info - samedi 21 décembre 2019

Les villes africaines veulent relever le défi de la digitalisation des transports publics

Fraternité Matin - samedi 21 décembre 2019

Santé / Chr de Yamoussoukro / Le Président de la République a inauguré mercredi le centre hospitalier régional réhabilité de Yamoussoukro.

Les activités reprennent la semaine prochaine



Le Chr rénové de Yamoussoukro est doté d'équipements techniques de pointe. (PHOTOS : Poro)

Les activités vont reprendre la semaine prochaine au Chr de Yamoussoukro. L'hôpital sera ouvert 24h/24. Les malades seront reçus avec les tarifs de la Couverture maladie universelle (Cmu) pour la consultation et les examens médicaux, notamment les 30% du ticket modérateur. Le coût de la consultation étant à 1000F, ils payeront 300F Cfa. La gratuité est appliquée pour les enfants et les femmes enceintes. Dr Justine Assié Koffi, directrice du Chr, a expliqué que son hôpital est doté d'un plateau technique complet. « Nous avons désormais un scanner, ainsi que toutes les spécialités des centres hospitaliers universitaires (Chu) sauf la neurologie », a-t-elle fait savoir. À l'issue de la visite du site, le Président de la République, Alassane Ouattara, a affirmé qu'il veut offrir un service de santé de qualité aux populations, où qu'elles se trouvent. Il l'a réaffirmé, mercredi, lors de la visite du Chr de Yamoussoukro entièrement réhabilité et doté d'équipements neufs. Il n'a pas manqué de féliciter l'ancienne ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Raymonde Goudou Coffie, ainsi que tous ceux qui ont participé à la réhabilitation. Alassane Ouattara a par ailleurs rappelé que le gouvernement a aidé à financer l'hôpital Moscati avec les évêques. « C'est une infrastructure qui va être très utile pour les populations de Yamoussoukro », a-t-il déclaré. Le Président Ouattara a ensuite rappelé l'importance de la santé, avant de s'engager à poursuivre ses efforts d'investissement à travers toute la Côte d'Ivoire, notamment dans le Hambol où il a lancé, récemment, dans ce secteur, un autre projet. Toujours dans le souci de faire en sorte que les Ivoiriens aient des infrastructures qui puissent mieux les soigner et améliorer leurs conditions de vie ; également dans d'autres domaines comme celui de l'éducation, l'eau potable, l'électrification, etc., qui sont essentiels pour ses

compatriotes. Il a profité de l'occasion pour féliciter également le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Aka Aouélé et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Créé en décembre 1972, le Chr de Yamoussoukro a une superficie d'un hectare et demi et dispose de 18 bâtiments de type pavillonnaire composant la direction, l'administration et plusieurs services. L'hôpital est une référence dans la région du bélier. C'est la plus grande structure sanitaire de la localité. Situé en face du grand marché de ladite ville, le Chr couvrait une population estimée à plus de 391.117 habitants en 2016, selon la Direction départementale de la santé et de l'hygiène publique. La réhabilitation lui a donné un nouveau souffle. Avec l'ensemble des services réhabilités et dotés d'équipements performants. Les patients ont désormais la possibilité de faire un scanner sur place. L'hôpital comprend entre autres une salle d'échographie générale, une salle d'échographie doppler, une salle de radiologie, un radiographe mobile, une salle de mammographie en attente d'équipement, et une salle de scanner. Quant au cabinet dentaire, il a bénéficié d'une seconde salle de consultation ainsi que de nouveaux équipements. Notamment deux fauteuils dentaires, deux radios dentaires, deux développeuses. Le laboratoire a été entièrement rénové avec en son sein de nouveaux équipements. La pharmacie également. Quant à la médecine d'hospitalisation, elle compte désormais, en plus des salles ordinaires, de quatre lits, cinq chambres de catégorie avec des lits plus grands et des tables de chevet qui respectent les normes internationales. Le Chr de Yamoussoukro a été réhabilité par la société Marylis Btp dans le cadre d'un appel d'offres lancé le 15 septembre 2017, pour le financement, la construction, la réhabilitation, l'extension, l'équipement et la maintenance des équipements de 5 hôpitaux généraux et de 3 Centres hospitaliers régionaux (Chr).

MARIE-ADÈLE DJIDJÉ

Sécurisation foncière urbaine / Le contrat signé hier va, à terme, permettre de réduire de 90% les délais actuels de délivrance de l'Arrêté de concession définitive (AcD).

18,1 milliards de FCfa pour simplifier les procédures



Le ministre Bruno Koné, représentant l'État ivoirien et Eric Thalgott, président d'Ign Fi lors de la signature du contrat.
(Photo : DR)

aboutir à la mise en place du Système intégré de gestion du foncier urbain (Sigfu). Ce système entend servir de socle commun aux différentes administrations de la chaîne foncière que sont le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le ministère auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État. Le projet, ajoute Bruno Koné, devrait permettre de « faire en sorte que la confiance qui a été perdue avec le secteur financier soit retrouvée ». L'objectif, explique le ministre, à travers ce projet, est de parvenir à délivrer le plus rapidement possible l'AcD, dans un délai de deux mois. Comme l'explique Eric Thalgott, président d'Ign Fi, il est question de répondre aux « besoins des usagers » par la mise en place d'une « solution pérenne » dans la simplification et la sécurisation des actes liés au foncier urbain. Les premières phases vont démarrer dans le district d'Abidjan et Assinie. A terme, ce chantier va permettre de réduire de 90% les délais actuels de délivrance de l'Arrêté de concession définitive (AcD) et de baisser drastiquement le nombre de litiges et contentieux liés au foncier observés à travers le pays et particulièrement à Abidjan.

ANOH KOUAO

Je me réjouis de l'aboutissement de ce projet ». C'est par ces mots que le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné Nabagné, s'est félicité hier à son cabinet, au Plateau. Il intervenait à l'occasion de la signature du contrat commercial relatif à la réalisation du projet de simplification et de transformation digitale du foncier urbain par le Français Ign Fi et l'État ivoirien, représenté par le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme. Fruit de plusieurs mois de discussion, ce projet estimé à 18,1 milliards de FCfa devrait démarrer début 2020. Cet appui de la Banque publique d'investissement (Bpi) est garanti par le Trésor français. Selon des sources proches du dossier, cet accord sera reversé au titre des contrats qui seront signés lors du déplacement du Chef d'État français, Emmanuel Macron, qui a entamé en Côte d'Ivoire depuis hier, une visite officielle de trois jours. La réalisation du projet de simplification et de transformation digitale du foncier devrait permettre d'accélérer le processus de délivrance des actes administratifs, de sécuriser l'information foncière et d'améliorer l'environnement des affaires. Il s'articule autour de neuf composantes interdépendantes devant

Visite du Président français en Côte d'Ivoire / Le Président Français Emmanuel macron est arrivé depuis hier, vendredi 20 décembre 2019, à Abidjan.

Ouattara et Macron donne un nouveau départ à l'amitié entre les deux Etats



Le Président Français Emmanuel macron est arrivé depuis hier, vendredi 20 décembre 2019, à Abidjan. Il effectue une visite d'Etat de trois jours en Côte d'Ivoire, du 20 au 22 décembre 2019. C'est aux environs de 17 heures que l'avion de commandement du chef de l'Etat français, marqué " République Française", a atterri à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny. Le Président Ivoirien, Alassane Ouattara, et son épouse, Dominique Ouattara, les ambassadeurs de la Côte d'Ivoire en France, de la France en Côte d'Ivoire, les présidents d'institutions, les membres du gouvernement, les têtes couronnées, des Français vivant en Côte d'Ivoire et les populations ivoiriennes, sorties nombreuses, attendaient le couple présidentiel de France. Honneurs militaires, passage en revue des troupes, poignées de main du président Macron et de son épouse avec les présidents d'institutions, les membres du gouvernement, les têtes couronnées, puis poignées de main du Président Alassane Ouattara et de son épouse avec les membres de la très forte délégation qui accompagne Emmanuel Macron, ont été les temps forts de l'accueil à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny. Après ces moments fort chaleureux, les deux chefs d'Etat se sont retirés pour un tête-tête de plusieurs minutes. Au sortir de cette entrevue dont le contenu est resté dans le bois sacré, c'est un Emmanuel Macron très décontracté qui s'est offert un bain de foule avec les chefs traditionnels et des invités de marque venus l'accueillir. L'on a vu les deux Premières dames très proches et heureuses de passer ce merveilleux moment aux côtés de leurs époux respectifs. Faut-il le noter, cette visite du Président Macron est la deuxième du genre depuis le début de son mandat. Le Président Français était en Côte d'Ivoire pour la première

fois en novembre 2017, à l'occasion du Sommet Union européenne-Union Africaine dans le cadre de sa première tournée régionale en Afrique de l'Ouest. La présente visite est sa première visite proprement bilatérale en Côte d'Ivoire. Cette visite officielle va porter sur deux axes importants. D'abord, dans son aspect militaire. Le Président Emmanuel Macron va rencontrer les forces françaises prépositionnées en Côte d'Ivoire, et à Port-Bouet notamment, où il participera par anticipation à la fête de Noël à travers le dîner de Noël avec ces forces. << Cette visite n'est en valeur le volet "prévention" de la stratégie militaire française dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, qui est un engagement fort du Chef de l'Etat. Il rencontrera notamment des soldats des forces françaises en Côte d'Ivoire qui ont participé à des missions opérationnelles au Sahel, en renfort ou en soutien de l'opération Barkhane >>, apprend-on auprès des sources officielles de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire. Puis dans son aspect politique, un point d'honneur sera accordé à la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris lors du discours de Ouagadougou, en novembre 2017, qui a posé le cadre et les ambitions du Président de la République dans la relation de la France avec le continent africain >>, selon le Service de communication de la Présidence de la République ivoirienne. Sur ce volet, les deux chefs d'Etat aborderont des sujets relatifs à l'ambition de mettre la jeunesse au cœur de la relation entre la France et le continent africain. Aujourd'hui, samedi 21 décembre, Emmanuel Macron échangera avec des étudiants en médecine, et inaugurerait un "agora" socio-sportif porté par l'association française "WinWin Africa", dans le quartier populaire de Koumassi, à Abidjan. Bien avant, au cours d'une cérémonie avec les autorités ivoiriennes, la clé de la ville d'Abidjan lui sera remise. Le Président Français aura également une rencontre avec la communauté française vivant en Côte d'Ivoire. Il est aussi prévu, aujourd'hui même, une visite du Président Macron à l'Institut national de la formation des agents de santé [INFAS] d'Abidjan. Emmanuel Macron va y rencontrer des ONG investies dans la lutte contre le VIH-Sida en Côte d'Ivoire, et échanger avec des étudiants en médecine formés dans le cadre de cet Institut. Plus tard, les Présidents Alassane Ouattara et Emmanuel Macron auront un tête-tête pour sûrement évoquer des sujets d'intérêts communs. Il reviendra au ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, de présenter au Président français le projet d'Académie de lutte contre le terrorisme. Une conférence de presse conjointe des deux chefs d'Etat dans la salle des pas perdus du palais

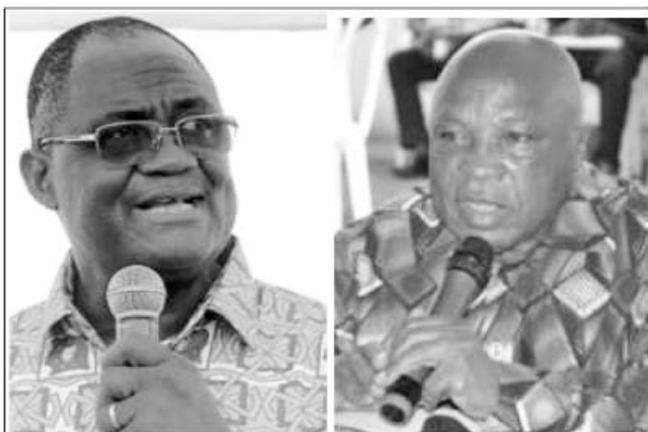


présidentiel, et un diner offert par le chef de l'Etat ivoirien et son épouse mettront fin à la journée de ce samedi 21 décembre 2019. Il y a également le volet économique qui prend en compte divers projets d'infrastructures, comme le futur métro d'Abidjan ou le grand marché de la ville de Bouaké, qui sera le plus grand marché couvert d'Afrique de l'ouest. A Bouaké, le dimanche 22 décembre, un hommage sera rendu aux soldats français morts dans l'exercice de leur mission en Côte d'Ivoire, le 04 novembre 2004. L'autre grand moment de cette visite et de la journée du dimanche, sera la pose de la première pierre du grand marché de Bouaké. Faut-il le noter, les exportations de la France vers la Côte d'Ivoire représentent en 2018, 11005 millions d'Euros, tandis que les importations françaises depuis la Côte d'Ivoire, sont de l'ordre de 819,2 millions d'Euros en 2018. Par ailleurs, 700 entreprises françaises sont implantées en Côte d'Ivoire, dont 200 filiales françaises installées en Côte d'Ivoire. Le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises représente environ 30% du Pib de la Côte d'Ivoire.

JEAN-PHILIPPE OKANN

MEETING DE L'OPPOSITION, CE SAMEDI / Le Pdc-Rda et Eds maintiennent leur manifestation à Port-Bouët

Guikahué et Assoa Adou n'ont pas répondu à la convocation du ministre Sidiki Diakité, hier



Maurice Kakou Guikahué et Assoa Adou maintiennent leur mot d'ordre de mobilisation. (Ph.DR)

Le Secrétaire exécutif en chef du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (Pdc-Rda), Maurice Kakou Guikahué, et le Secrétaire général du Front populaire ivoirien (Fpi de Laurent Gbagbo), Assoa Adou, ne se sont pas rendus au ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation, hier vendredi 20 décembre 2019, comme annoncé. Selon le Secrétaire général adjoint chargé de la Communication et du marketing politique et 3e Porte-parole du « Parti de Gbagbo », Franck Anderson Kouassi, que nous avons joint par téléphone, hier, « ils ne sont pas partis parce qu'ils ont eu des contraintes de dernière minute, et ils se sont excusés auprès du ministre » Sans plus. Par ailleurs, concernant la grande rencontre de l'opposition ivoirienne, ce samedi 21 décembre, il a indiqué que rien ne permet de dire que le meeting du stade Seny Fofana de Port-Bouët est reporté ou annulé. « Au moment où je vous parle, aucune information officielle n'annonce le report du meeting. Le meeting est maintenu. Nous continuons à mobiliser nos militants et sympathisants. On n'a pas reçu une information de la mairie de Port-Bouët nous demandant de reporter notre activité. Aucune information officielle nous demande de reporter », a insisté M. Kouassi. Faut-il le noter, Maurice Kakou Guikahué et Assoa Adou avaient reçu une convocation émanant du ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Sidiki Diakité, en rapport avec cette manifestation publique.

Initialement prévue pour se tenir sur la place Figayo de Yopougon, elle a été délocalisée dans la commune balnéaire abidjanaise, en raison d'une interdiction de manifester, ordonnée par le député-maire de la plus grande commune du district autonome d'Abidjan, Gilbert Kafana Koné. Des informations non officielles circulent depuis ce vendredi, soulignant que les maires du district d'Abidjan ont été enjoins d'interdire toute manifestation publique sur leurs territoires de compétences respectifs « jusqu'en 2020 » En tout cas, au Pdc-Rda, les préparatifs vont bon train. Des messages de confirmation de ce meeting conjoint, organisé par la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp) de Henri Konan Bédié, et Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (Eds) de Laurent Gbagbo, ont été envoyés à la presse. Cette manifestation sera-t-elle finalement interdite ou réprimée ? La commune de Port-Bouët risque d'être mouvementée, ce samedi 21 décembre 2019, en marge de la visite du président français, Emmanuel Macron, en Côte d'Ivoire.

HERVÉ KPODION

EN LIBERTE SOUS CONDITIONS EN BELGIQUE / Le président de la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (Cpi), le juge Chile Eboe-Osuji, a ordonné, hier vendredi 20 décembre 2019, la tenue d'une audience, le 6 février 2020, pour statuer sur la requête de Laurent Gbagbo de reconsidérer son arrêt du 1er février 2020.

Une nouvelle audience pour Gbagbo annoncée



Le juge président de la Chambre d'appel ordonne la tenue d'une nouvelle audience, le 6 février prochain. (Ph. DR)

Le président de la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (Cpi), le juge Chile Eboe-Osuji, a ordonné, hier vendredi 20 décembre 2019, la tenue d'une audience, le 6 février 2020, pour statuer sur la requête de Laurent Gbagbo de reconsidérer son arrêt du 1er février 2020. Dans un communiqué publié, hier, le juge Chile Eboe-Osuji a ordonné la tenue d'une audience pour entendre les observations et conclusions sur la requête de l'ex-président ivoirien, Laurent Gbagbo, relativement aux mesures contraignantes qui lui sont imposées, malgré son acquittement, le 15 janvier 2019. « La Chambre d'appel de la Cour pénale internationale, saisie de la requête de la Défense afin d'obtenir que la Chambre d'appel restitue à Laurent Gbagbo, acquitté de toutes les charges portées contre lui, l'intégralité de ses droits humains fondamentaux du 7 octobre 2019, (...) Saisie également de la « Demande d'autorisation aux fins de présenter des observations écrites de la République de Côte d'Ivoire sur la « Requête de la Défense afin d'obtenir que la Chambre d'appel restitue à Laurent Gbagbo, acquitté de toutes les charges portées contre lui, l'intégralité de ses droits humains fondamentaux ordonne : une audience devant la Chambre d'appel se tiendra le 6 (éventuellement prolongée jusqu'au 7) février 2020 pour entendre les observations et

conclusions sur la requête de M. Laurent Gbagbo du 7 octobre 2019, priant la Chambre d'appel de reconsidérer son arrêt du 1er février 2019 qui a imposé des conditions à la libération de M. Laurent Gbagbo et de M. Blé Goudé à la suite de leur acquittement », a écrit le juge président de la Chambre d'appel de la Cpi. Avant que « d'autres instructions sur la conduite de la procédure seront données en temps utile » Par ailleurs, il a indiqué que « la demande de la République de Côte d'Ivoire, en date du 25 octobre 2019, de présenter des observations écrites devant la Chambre d'appel, conformément à la régie 103 du Règlement de procédure et de preuve, sur la demande M. Gbagbo, est accordée « La République de Côte d'Ivoire est invitée à présenter, avant le 22 janvier 2020, à 16 heures, des observations d'une longueur maximale de 12 pages sur les questions soulevées dans la demande susmentionnée, et à assister à l'audition prévue le 6 février 2020 (éventuellement prolongée jusqu'au 7) », a-t-il enjoint, tout en y ajoutant les parties et le Bureau du conseil public pour les victimes. « Les parties et le Bureau du conseil public pour les victimes sont invités à répondre oralement aux observations écrites susmentionnées de la République de Côte d'Ivoire à l'audience susmentionnée », lit-on dans le communiqué.

HERVÉ KPODION

FINANCEMENT DU PSGOUV / Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (Bad) a accordé un prêt de 112,09 millions d'euros (soit un peu plus de 73,5 milliards fcfa) à la Côte d'Ivoire...

La Bad octroie plus de 73 milliards fcfa à la Côte d'Ivoire



La Bad apporte son appui au gouvernement ivoirien (Ph. DR)

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (Bad) a accordé un prêt de 112,09 millions d'euros (soit un peu plus de 73,5 milliards fcfa) à la Côte d'Ivoire, destiné à financer le Projet d'appui au programme social du gouvernement (Pa-PsGouv), lundi 16 décembre 2019. Ce projet a pour objectif de pérenniser les actions du Plan national de développement (Pnd) de la Côte d'Ivoire, qui a permis de faire baisser le taux de pauvreté de 51 à 46,3% entre 2011 et 2015. Madame Marie Laure Akin-Olugbade, directrice à la Bad en charge de l'Afrique de l'Ouest, a souligné que les efforts du gouvernement depuis 2012, se sont traduits par une forte croissance du Produit intérieur brut (Pib) d'environ 8% par an, faisant de la Côte d'Ivoire, l'un des pays les plus dynamiques au monde. Cependant, malgré tous ces efforts, le gouvernement ivoirien a noté, et la Banque partage ce constat, que des mesures additionnelles devraient être prises, pour intensifier les actions sociales afin de satisfaire les attentes des populations vulnérables, surtout en milieu rural. Créé en 2018 dans le but d'amplifier l'impact des interventions du Pnd sur les populations vulnérables, le Programme social du gouvernement (PsGouv) ivoirien prend en compte non seulement les opérations en cours d'exécution dans le cadre du Pnd, mais il élargit aussi ses actions dans de nombreux secteurs : santé et protection sociale, agriculture, nutrition, emploi des jeunes, renforcement du

pouvoir économique des femmes, transport, hydraulique rurale. Les réalisations du Projet d'appui au PsGouv couvriront 17 régions de la Côte d'Ivoire. La population bénéficiaire du projet est estimée à environ 3,5 millions. Les principaux résultats attendus sont l'amélioration de la production et des revenus pour environ 20 000 agriculteurs, dont plus 50 % de femmes ; le projet permettra également d'améliorer l'accès aux services sociaux de base pour les populations de la zone du projet ainsi que l'employabilité pour 20 000 jeunes; la création de 1 360 Petites et moyennes entreprises (Pme) est escomptée ainsi que la création d'au moins 17 600 emplois permanents et environ 8 500 emplois temporaires pendant la phase de réhabilitation des infrastructures. Marie Laure Akin-Olugbade a également souligné que le Projet d'appui au PsGouv de la Côte d'Ivoire est conforme à la Stratégie à long terme de la Banque (2013-2022) et 'a ses priorités stratégiques « High 5 », notamment «nourrir l'Afrique» et « améliorer les conditions de vie des populations». Il est également en adéquation avec la Stratégie pour l'emploi des jeunes de la Banque (2016-2025) et avec sa stratégie liée au genre. Le Pa-PsGouv est en cohérence avec le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2018-2025, à travers lequel la Banque africaine de développement s'engage à accroître la proportion de ses investissements dans les cinq secteurs clés suivants : santé, agriculture, eau et assainissement, protection sociale et éducation ; ces secteurs qui ont un impact certain sur la nutrition.



PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS / FONDS D'ÉTUDES

Des responsables de cellules mis à niveau



Le Directeur de Cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Fanta Coulibaly, remettant des guides
(Photo : D.R)

Le Fonds d'études est un instrument important dans la planification du développement. C'est le message que la directrice de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Mme Fanta Minafou Coulibaly, a traduit, le vendredi 20 décembre 2019, au 20e étage de l'immeuble Sciam au Plateau, à l'ouverture de l'atelier de formation des responsables des cellules de passation des marchés publics sur les procédures d'instruction des requêtes et d'exécution des dépenses au Fonds d'Études. Mme Coulibaly a, à cet effet, expliqué que dans le décret de réalisation de l'objectif d'émergence de la Côte d'Ivoire, le gouvernement ivoirien a adopté les Pnd 2012-2015 et Pnd 2016-2020 comprenant plusieurs projets, en raison de leurs caractères novateurs, structurants et à fort impact socio-économique. La directrice de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances a justifié la mise en place du Fonds d'Études, par le fait que le lancement des projets de développement nécessite des études sociales, environnementales et de faisabilité, qui permettent de garantir la bonne qualité des ouvrages, en vue de leur contribution efficace au développement de la Côte d'Ivoire. Au nom donc du ministre Adama Coulibaly, elle a félicité le Secrétariat du Fonds d'Études pour l'initiative de former. Elle a, par ailleurs, révélé que les données du Comité de mobilisation des ressources extérieures (Comorex) indiquent que les financements sur le Fonds d'Études ont permis au gouvernement, de signer des accords en vue de la mobilisation de ressources extérieures de plus de 1544,78 milliards de francs Cfa, auprès des bailleurs de fonds. Elle s'est convaincue que même si les résultats des cinq dernières années, relatifs au Fonds sont positifs, il est important que les procédures d'exécution des dépenses sur le Fonds d'Études soient maîtrisées par les ministères, du fait de difficultés observées. « Le renforcement du dispositif du Fonds d'Études, la bonne compréhension du processus par tous les acteurs et le suivi-évaluation des études réalisées devraient faire du Fonds, un outil

incontournable pour le Développement durable de notre pays », a soutenu la représentante de l'Argentier ivoirien. Et d'exhorter les participants au respect des règles de bonne gouvernance tant dans l'exécution des études que dans la mise en oeuvre des projets, en conformité avec les règles établies. Avant ses recommandations, Mme Coulibaly a remis des guides à des responsables de cellules. Pour sa part, le conseiller technique du ministre de l'Économie et des Finances, par ailleurs coordonnateur du Fonds d'Études, Nimba Antoine, a fait un bilan de la gestion du Fonds d'Études, au 16 décembre 2019, après cinq années de fonctionnement. Ainsi, il faut savoir que 213 études ont été initiées par 27 ministères et 2 institutions, pour un montant global de 106 milliards de francs Cfa autorisés par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, président du Comité de pilotage du Fonds.

HERMANCE K-N

Mobilité urbaine / L'Union africaine des transports publics (Uatp) a tenu, hier, sa 6e Assemblée générale annuelle à l'hôtel Azalaï, ponctuée par un forum.

Les villes africaines veulent relever le défi de la digitalisation des transports publics



Plusieurs grands acteurs africains des transports urbains ont pris part au forum qui a précédé l'Assemblée générale de l'Uatp

C'est par un forum sur la modernisation des transports urbains que la 6e Assemblée générale de l'Union africaine des transports publics (Uatp) s'est ouverte, hier, à l'hôtel Azalaï de Marcory. Le thème de cette session de réflexion était : « Digitalisation des transports publics en Afrique ». Un thème d'actualité et qui s'annonce comme un défi à relever, à en croire les responsables de l'Uatp et autres décideurs qui ont pris part à la rencontre. En effet, selon le président en exercice de l'Uatp, Méité Bouaké, par ailleurs directeur général de la Société des transports abidjanais (Sotra), « la digitalisation de nos services s'impose et nous impose de répondre de manière plus complète, avec une vision prospectiviste, aux besoins à venir des usagers en matière de mobilité et donc de mettre en œuvre des politiques de transports durables ». Claude Isaac Dé, ministre auprès du Premier ministre chargé de la Coordonatamion des Grands Projets, a présidé la cérémonie d'ouverture, au nom de son collègue des Transports, Amadou Koné. Pour lui, c'est un honneur pour la Côte d'Ivoire d'abriter l'Assemblée générale de l'Uatp. S'il a abondé dans le sens du président de l'Uatp, Claude Isaac Dé a tenu à saluer les efforts consentis par le gouvernement ivoirien dans le sens de l'amélioration et la modernisation des transports publics en Côte d'Ivoire. « Le Gouvernement fait de la mobilité des populations urbaines sa priorité. De même que, par ricochet, l'amélioration de la qualité des services de transports publics de masse. Beaucoup d'investissements ont été faits dans ce sens, ainsi que la prise de plusieurs grandes mesures », a-t-il indiqué. Le système de transports publics de masse en Côte d'Ivoire devrait s'améliorer, notamment avec d'importants investissements opérés pour la Sotra. En effet, l'État a décidé de doter le parc auto de cette société publique de véhicules de dernière génération et qui

tiennent compte des questions environnementales. La Sotra est lancée dans l'acquisition de 2000 nouveaux bus, avec des articulés fonctionnant avec le gaz. En outre, la société a lancé l'an dernier la dématérialisation totale de ses services, en commençant par les cartes d'abonnement pour ses clients. À en croire Méité Bouaké, plus de 300 000 cartes ont été produites. Mais ce qu'il faut à présent en Côte d'Ivoire, tout comme dans plusieurs villes africaines, c'est une bonne organisation des transports publics. « Les transports urbains peuvent être organisés de sorte qu'il y ait par exemple des zones dédiées et une bonne répartition des transporteurs. En organisation mieux le système, on va améliorer la fluidité. A Abidjan, il y a de très bonnes routes, en grand nombre, mais il y a toujours des bouchons. Il y a donc un travail à faire et notre ministère s'y attelle, avec notamment la mise en place en cours d'une autorité organisatrice qui va prendre en charge l'organisation du transport sur le périmètre d'Abidjan », a-t-il ajouté. Mohamed Mezghani, secrétaire général de l'Union internationale des transports, lui, a prononcé la conférence inaugurale à travers laquelle il a fait ressortir tous les enjeux et les défis de la digitalisation des transports urbains. Pour lui, le transport collectif de masse est la solution à privilégier dans les villes africaines

FAUSTIN ÉHOUMAN